

# LES CAHIERS D'OUTRE-MER

N° 200 - Octobre Décembre 1997

## LES RELATIONS DES UNIVERSITES ET CENTRES DE FORMATION DE BORDEAUX AVEC L'OUTRE-MER

par Alain Huetz de Lempis

### III - L'Université Victor Segalen (Bordeaux 2), les médecins bordelais et l'Outre-Mer

L'Université Victor Segalen Bordeaux 2 est "l'Université des Sciences de la Vie, des Sciences de la Santé et des Sciences de l'Homme". Constituée en mars 1970, elle est l'héritière de la Faculté de Médecine et de Pharmacie à laquelle sont venus s'adjoindre la sociologie, l'ethnologie et l'œnologie ; cette dernière est l'objet d'un chapitre particulier. Près de 900 enseignants-chercheurs assurent la formation de plus de 15 000 étudiants, dont un millier d'étrangers.

La majeure partie des installations ont été implantées sur le domaine de Carreire en 1972 ; les sciences de l'homme occupent les majestueux bâtiments de la Place de la Victoire, construits en 1888. L'Université a pris le nom de Victor Segalen, le célèbre écrivain orientaliste qui avait fait ses études comme "navalais" de 1898 à 1902 à la Faculté de Médecine de Bordeaux.

Le rôle de la médecine à Bordeaux est souligné par l'existence d'un ensemble hospitalier considérable, avec l'ancien hôpital Saint André rénové, l'hôpital Pellegrin (Tripode), l'hôpital Xavier Arnoz, le Centre Hospitalier Régional de Haut-Lévêque, l'hôpital militaire Robert Picqué.

#### *1 - L'importance de la médecine tropicale*

L'Université de Bordeaux 2 aborde tous les problèmes de santé grâce à ses 10 Unités de Formation et de Recherche (UFR), ses 9 unités INSERM, ses 13 équipes CNRS, ses 6 Instituts Fédératifs de Recherche, son École Doctorale, son Institut de Santé Publique, son École Supérieure de Technologie. Il est évident qu'une grande partie de ces unités ne concernent pas les pays d'Outre-Mer et nous les laisserons de côté. Cependant, l'étude des maladies tropicales est depuis longtemps considérée comme un des points forts de la médecine bordelaise, et cette orientation est confirmée par la présence à Bordeaux de l'École de Santé des Armées (Santé Navale) ; plusieurs professeurs de l'Université (M. Le Bras, Moretti...) sont d'anciens "navalais". D'autres ont longuement séjourné outre-mer : un seul exemple, Christian Ripert a enseigné à la Faculté d'Alger de 1962 à 1966, puis au Zaïre (Lubumbashi et Kinshasa) de 1966 à 1971, à Port-au-Prince (Haïti) de 1972 à 1974 et à Yaoundé de 1974 à 1978. Madagascar, l'Extrême-Orient, les Antilles françaises et bien d'autres régions ont bénéficié de la présence de médecins venus de Bordeaux. Cette expérience de terrain donne à la médecine tropicale bordelaise une vision réaliste des problèmes de santé et de développement.

Dès les années 1970 avait été constituée sous la direction de M. Le Bras, une puissante équipe de médecine tropicale qui centrait ses recherches sur les maladies tropicales et les conséquences des voyages intertropicaux.

Dans le but de regrouper tous les services, laboratoires et centres de recherche (une quarantaine au total) qui s'intéressaient aux problèmes de développement, fut créé le Centre International de Développement Social et de Santé Communautaire (CIDESCO) ; inauguré le 28 octobre 1982 par le ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot, présidé par Michel de la Fourrière, son ancien chef de cabinet, dirigé par R. Colin, le Centre organisa des recherches et des colloques sur des thèmes humanitaires (relations de l'État et des communautés de base, place des hommes dans les projets de développement, les politiques de nutrition, etc.) ; il assurait une formation complémentaire aux médecins et personnels paramédicaux travaillant dans les pays en voie de développement. Mais ce centre devint rapidement un gouffre financier et, malgré les grosses subventions du Ministère de la Coopération et des collectivités locales (Conseil Régional...), il dut déposer son bilan en juillet 1986 ; l'équipement et la bibliothèque spécialisée furent repris par le Centre de Médecine tropicale de l'Université de Bordeaux II (M. Le Bras).

#### *a - L'Institut de Santé Publique, d'Épidémiologie et de Développement (ISPED)*

Comme dans toutes les universités françaises, les réformes successives provoquèrent à diverses reprises des modifications dans l'organisation et la dénomination des centres de recherche et d'enseignement. Ces transformations facilitèrent la restructuration et le renforcement de la médecine tropicale à Bordeaux.

Ainsi en 1989, est créée l'UFR (Unité de Formation et de Recherche) de Santé Publique : son but est d'offrir aux étudiants, en particulier au niveau du Troisième Cycle, des formations diversifiées qui se préoccupent particulièrement des pays en voie de développement et qui sont étroitement associées aux recherches menées par le Centre René Labusquière dirigé par M. Le Bras. Ces formations comprennent un DEA d'Épidémiologie, un DESS Gestion des Projets en situation de développement, des "Capacités" d'Aide médicale urgente, de médecine tropicale, de médecine de catastrophe.

Quelques années plus tard, le désir d'associer dans une même structure médecins épidémiologistes, cliniciens, biologistes, mathématiciens, pharmaciens, psychologues, sociologues, démographes, économistes, juristes..., donc d'adopter une démarche résolument pluridisciplinaire, a conduit à la création de l'ISPED. Cet Institut, dirigé par Michel Le Bras, est à la fois un organisme de recherche et de formation. L'enseignement s'appuie sur les recherches menées par les laboratoires et centres spécialisés, par exemple dans le cadre de l'Unité 330 de l'INSERM créée en 1990.

L'ISPED prépare de jeunes médecins ou des étudiants de 3e cycle à des diplômes d'Université, en particulier au diplôme "Santé et Tropiques", qui comporte plusieurs options - médecine d'intervention, médecine des voyages, pathologie et épidémiologie tropicales, santé et développement et à un diplôme interuniversitaire qui a pour objectif de préparer les candidats "à savoir prendre des décisions et à exécuter des soins curatifs et préventifs en milieu tropical, en tenant compte du contexte économique, social et culturel".

L'Institut collabore étroitement avec le Département de Communication Audio-visuelle (DCAV) créé en 1976 et qui est le dépositaire de la médiathèque médicale de la CIDMEF (Conférence Internationale des Doyens en Médecine d'expression française). Par là même, Bordeaux se trouve au cœur de la francophonie médicale.

Ce centre, dirigé par Philippe Isidori, produit des films et des documents pédagogiques audio-visuels et multimédia. Il est devenu par la même occasion, un centre chargé de la diffusion de ressources audio-visuelles vers 85 facultés de médecine francophones de 33 pays qui envoient une production au DCAV. Le catalogue de la médiathèque figure sur le réseau Internet, à partir du site du DCAV (<http://www.dcav.u-bordeaux2.fr>).

Le DCAV organise depuis les années 1980 des séminaires de formation à la pédagogie audio-visuelle pour certaines facultés de médecine : Cotonou, Bamako, Lomé, Dakar, Casablanca. Il édite également

des cours sur Cédérom ou Internet ; le dernier en date, financé par le ministère de la Coopération, concerne l'embryologie et la fœtopathologie.

#### *b - La lutte contre les grandes maladies tropicales*

Les programmes actuels de lutte contre les grandes maladies tropicales prolongent en général les recherches menées au cours des dernières décennies, principalement en Afrique Noire.

Ainsi, la *bilharziose* intestinale dont Raymond Pautrizel avait montré la gravité dès les années 1960, était l'objet, à partir du début des années 1980, des travaux de plusieurs laboratoires de l'Université de Bordeaux 2, le Laboratoire de Parasitologie et Mycologie médicales (Christian Ripert), qui a un programme sur les aménagements hydro-agricoles et les endémies parasitaires, le Laboratoire d'immunologie et biologie parasitaire, (M. Tribouley) qui travaille sur l'immunologie des *schistosomiasis*. Ces recherches, en particulier sur le contrôle des grandes endémies par chimiothérapie se poursuivent aujourd'hui, à la fois à Bordeaux et sur le terrain, à Ngaoundéré, en collaboration avec l'Université de Yaoundé.

La lutte contre la *trypanosomiase* a été menée par plusieurs laboratoires, celui d'immunologie et de biologie parasitaire (mise au point d'un système de culture des trypanosomiasis africaines), celui de biochimie médicale (M. Clerc : marqueurs biochimiques des trypanosomiasis africaines). A l'heure actuelle, le laboratoire de parasitologie moléculaire (Théo Baltz) continue les actions qu'il mène contre cette redoutable maladie du sommeil, en étroite collaboration avec le Centre OMS de Daloa et l'Institut Pierre Richet de Bouaké (Côte d'Ivoire). Les moyens de lutte s'avèrent particulièrement difficiles, tant contre la mouche tsé-tsé qui transporte le parasite que contre le trypanosome.

L'équipe ophtalmologique de Philippe Vérin, au Centre Abadie du CHU de Bordeaux, est spécialisée dans l'étude de la malvoyance et des affections cécitantes, la *lèpre*, le *trachome*, l'*onchocercose*. Outre les recherches effectuées à Bordeaux et dans divers pays d'outre-mer, le Service du Centre Abadie délivre un diplôme d'Université d'"Assistant en ophtalmologie dans les pays en développement" : ce Diplôme réservé aux étrangers bacheliers ou infirmiers diplômés ne faisant pas partie de l'Union Européenne, donc destiné essentiellement aux pays d'Outre-Mer, se prépare en deux ans. Le manque de médecins ophtalmologistes est catastrophique en Afrique tropicale. Il n'y en a que deux pour tout le Burundi, quatre pour les 13 millions de Malgaches....car "attirés par de bien meilleurs salaires et des conditions techniques incomparables, les diplômés africains en ophtalmologie quittent leur pays pour venir s'installer en Europe ou aux États-Unis... alors qu'en ophtalmologie, on peut faire beaucoup avec peu de moyens" (P. Vérin).

Un des thèmes mobilisateurs des médecins de Bordeaux 2 est la lutte contre le *sida* qui progresse inexorablement sur le continent africain. L'équipe de M. Salamon (directeur du Laboratoire de Biostatistique et d'Épidémiologie de Bordeaux 2) étudie spécialement la transmission mère-enfant du VIH ("transmission verticale"), les risques de transmission du VIH aux nouveau-nés atteignant 30 à 40 % ; les recherches menées au Rwanda avant la guerre civile ont montré que le lait maternel était un vecteur important du virus. De nouvelles enquêtes sont actuellement menées à Abidjan et à Bobo-Dioulasso par une équipe d'une dizaine de chercheurs expatriés dirigés par le professeur F. Dabis, avec le soutien du ministère de la Coopération, de l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida (ANRS) et le Conseil Régional d'Aquitaine.

Parallèlement, des recherches ont été entreprises en Côte d'Ivoire dans le cadre de l'équipe "Société, Santé, Développement" (Claude Raynaud, voir p. 476) sur les rapports entre la structure des réseaux sociaux et la propagation du virus du sida. La région de Daloa, marquée par des flux migratoires importants et variés a été choisie comme région-test.

Depuis 1990, l'UFR de Santé Publique publie une revue de presse internationale scientifique qui collationne les articles les plus pertinents parus sur l'infection par le VIH ; le mensuel est diffusé auprès des hôpitaux de France, des DOM-TOM et d'Afrique. Il existe également un réseau

international "Sociétés d'Afrique et Sida" qui regroupe près de 600 membres répartis en Afrique, en France, en Europe et en Amérique ; ce réseau organise des ateliers, rassemble de la documentation, et produit des publications en français et en anglais.

Le *sida* est également présent dans les îles de l'océan Indien et un diplôme d'Université : "Prise en charge médicale psychosociale et préventive du VIH à l'île de la Réunion" est délivré à une quarantaine de médecins par an sous la responsabilité de M. Morlat (Hôpital Saint André de Bordeaux) et F. Le Bot, de Saint Denis de la Réunion, vice-président de l'Association Sida-Solidarité.

Un autre virus, redoutable bien que moins connu que le sida, le *virus HTLV* (Human T cell Leukaemia virus), est l'objet des recherches de l'unité INSERM 328 ("Structures et fonctions des rétrovirus humains") dirigée par Bernard Guillemain ; depuis 1992, au Gabon où est née l'épidémie, des enquêtes systématiques sont effectuées à partir du Centre International de Recherche Médicale de Franceville dans l'espoir de réaliser dans quelques années un vaccin efficace contre ce virus qui est, contrairement au VIH, peu variable.

Les laboratoires de recherche de Bordeaux 2 s'intéressent à bien d'autres maladies tropicales, au paludisme évidemment, mais aussi à divers virus animaux et humains qui affectent l'Afrique Noire, les Caraïbes, le Maroc (laboratoire de Virologie), à l'hypertrophie de la thyroïde qui provoque le goître et aux carences en iode qui peuvent conduire au crétinisme en plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Laboratoire de Démographie et d'Anthropologie génétique dirigé par André Chaventré).

Le Laboratoire Infections digestives, Bactériologie, Épidémiologie étudie les infections à *Helicobacter* et le cancer gastrique au Bénin, en Chine et au Costa Rica. La Fondation Bergonié (INSERM U 328) étudie les leucémies et lymphomes dans les DOM, au Gabon et au Vietnam.

Un diplôme interuniversitaire de *neurologie tropicale* a été créé par l'UFR des Sciences Médicales III à l'Hôpital Pellegrin (P. Henry) avec la participation des Universités de Limoges et de Toulouse III ; son fonctionnement est lié au nombre de candidats inscrits car ceux-ci doivent être titulaires d'un CES de neurologie, ou être internes et pour les étrangers, être titulaires du diplôme de spécialité en neurologie.

Des stages destinés aux médecins africains sont organisés par Bordeaux 2, par exemple pour la formation aux techniques d'exploration par échographie ou pour un apprentissage de haut niveau sur les dosages hormonaux (au Laboratoire de Biochimie Médicale de l'hôpital Saint-André). En 1995, puis en 1997, se sont tenues des "Semaines chirurgicales francophones", qui ont pris le nom de Louis Philippe Doutré, qui s'était spécialisé dans la formation de chirurgiens francophones et notamment africains. La semaine chirurgicale est réservée à une vingtaine d'enseignants - chercheurs confirmés et d'assistants préparant l'agrégation ; le matin est réservé aux stages, l'après-midi se passe au Département de Techniques et de Recherches chirurgicales appliquées (DETERCA) avec discussions de dossiers et cassettes-vidéo.

### *c - Une coopération privilégiée avec certains pays d'outre-mer*

L'Université Victor Segalen est particulièrement liée aux Départements et Territoires d'Outre-Mer et aux pays francophones d'outre-mer. La mission DOM-TOM de Bordeaux 2, dont le responsable est actuellement J.P. Emeriau, gère l'affectation des résidents de médecine générale, des internes de spécialité, participe à la formation médicale continue et délivre certains diplômes d'Université. Nous avons déjà cité le diplôme consacré au Sida à la Réunion ; la même île bénéficie d'un autre diplôme de Santé Publique, délivré par l'Université de Bordeaux 2 et destiné principalement à 25 infirmières et travailleurs sociaux réunionnais par an <sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> - Le Centre de Gériatrie de l'Hôpital Xavier Arnoz s'est chargé de l'enseignement de la Gériatrie en Martinique.

Grâce à des conventions signées entre l'Université de Bordeaux 2, la Mission Française de Coopération à l'Ile Maurice et le Ministère de la Santé de l'État mauricien, et avec l'appui de l'OMS et de l'UNICEF, deux diplômes d'Université ont été organisés et sont délivrés aux candidats qui auront suivi les modules enseignés par les professeurs de Bordeaux 2 envoyés en mission à Maurice et par des intervenants locaux. Le responsable de ces deux diplômes est le professeur Salamon de Bordeaux 2.

Le diplôme "Santé Communautaire à l'Ile Maurice" a pour but d'apporter des connaissances supplémentaires dans tous les domaines de la vie médicale à un maximum de 25 médecins mauriciens travaillant dans les centres de santé préventive et curative ; l'enseignement a lieu dans les locaux de l'Institut de Santé de Pamplémousse.

Le diplôme "Santé Publique à l'Ile Maurice" est destiné aux médecins chefs de district ou de région sanitaire, exerçant dans la région Afrique-Océan Indien. L'enseignement qui comporte 8 modules est centré sur la maîtrise des méthodes utilisables en gestion des services de santé ; aux 6 semaines de cours théoriques, s'ajoutent 7 mois de recherche opérationnelle. Les enseignants appartiennent à Bordeaux 2, à Maurice ou à des pays tiers car ce diplôme intéresse l'ensemble des pays francophones de l'océan Indien.

La reprise récente des relations avec Madagascar fait bien présager de l'avenir : une filière de formation de spécialistes médicaux a été mise en place, dans le cadre de l'organisation d'un "internat qualifiant en médecine, chirurgie, pédiatrie, biologie, anesthésie réanimation, gynécologie obstétrique".

Avec le Vietnam, les contacts ont été renoués et l'UFR de Santé Publique de Bordeaux 2 organise en association avec la faculté de Médecine de Nancy, un diplôme de Santé Publique. De plus, l'Université facilite l'accueil à Bordeaux de médecins vietnamiens en stage de perfectionnement. Ainsi en 1995, Bordeaux 2 a reçu 60 étudiants et médecins vietnamiens. De même, l'UFR d'Odontologie de Bordeaux 2<sup>10</sup>, dont le doyen est actuellement Georges Dorignac, participe à un projet global d'échanges et de formation postuniversitaire dans lequel interviennent aussi les facultés de Marseille, Strasbourg, Lille, Rennes et Reims. Une convention a été signée en 1994 avec la faculté d'Odontologie d'Ho Chi Minh Ville ; quatre étudiants de Bordeaux font chaque année des stages de quatre semaines dans des centres hospitaliers universitaires vietnamiens. En échange, Bordeaux accueille de jeunes enseignants vietnamiens francophones pour des séjours de perfectionnement de moyenne ou de longue durée (10 mois). Avec l'appui de l'AUPELF-UREF, l'UFR participe également à des congrès franco-vietnamiens à Ho Chi Minh Ville ; le cinquième congrès a eu lieu en août 1997. L'UFR publie une revue spécialisée *Odontologie Stomatologie Tropicale*.

En ce qui concerne la Chine, une convention fut signée par Michel Portmann dans les années 1980, au nom de l'Université de Bordeaux 2, avec l'Université de Kunming ; elle fut suivie d'une série de missions d'enseignement effectuées par Louis Philippe Doutre, Michel Portmann, et Jean Tavernier. En collaboration avec les Facultés de Marseille et de Strasbourg, un accord a été signé en 1996 avec la Faculté d'Odontologie et Stomatologie de Shanghai, en vue de missions d'enseignements.

Des collaborations diverses ont été organisées avec l'Université libanaise de Beyrouth (échange d'enseignants et de chercheurs, organisation d'un DEA de Santé Publique), avec l'Université catholique de Santiago du Chili (pour la génétique) avec la Faculté de Médecine de Casablanca (pour la chirurgie) et avec l'Université fédérale du Parana.

---

<sup>10</sup> - Renseignements aimablement communiqués par Jean-François Lasserre, chargé des relations internationales de l'UFR d'Odontologie.

## 2 - Les Sciences de l'Homme à Bordeaux 2

### a - Ethnologie et Anthropologie <sup>11</sup>

Bien que le musée d'ethnographie du Trocadero ait été ouvert dès 1878 et que les deux sociétés rivales, l'Institut ethnographique et la Société d'ethnographie, soient nées juste avant la Première Guerre mondiale, l'essor de l'ethnologie en France date surtout de l'"entre-deux-guerres", avec la création de l'Institut d'ethnologie de la Sorbonne en 1925, l'Exposition Coloniale de 1931 et l'ouverture du Musée de l'Homme en 1937. Cependant, la première chaire universitaire d'ethnologie a été créée seulement en 1944 à Paris et confiée à Marcel Griaule (Études africaines). Une deuxième chaire a été fondée à Lyon, et la troisième a été celle de Bordeaux, en 1954 ; il s'agissait d'une chaire d'études océaniques et Pierre Métais, disciple de Durkheim et de Mauss, qui avait longuement séjourné en Nouvelle-Calédonie et avait soutenu sa thèse (*Mariage et équilibre social dans les sociétés primitives*) en 1948, est nommé à ce poste : il organise à la Faculté des Lettres, dont il dépend administrativement, un certificat libre qui comportait de l'anthropologie, de la préhistoire, de la linguistique et de l'ethnographie. Malgré ses bons rapports avec les géographes, en particulier avec le Doyen Louis Papy, il était un peu marginalisé, n'avait guère de crédits pour envoyer ses étudiants sur le terrain et se heurtait à Jean Guiart, qui considérait l'Océanie comme sa chasse gardée, ce qui amena d'ailleurs Pierre Métais à se tourner de plus en plus vers l'Afrique.

En 1967, Pierre Métais cherche à retarder le plus possible le transfert de l'ethnologie dans le nouveau campus et, après les événements de mai 1968, l'ethnologie quitte la Faculté des Lettres, devenue l'Université de Bordeaux 3, pour être rattachée, en même temps que la sociologie, à l'Université de Bordeaux 2, à dominante médicale. Toujours désireux de rester dans le centre-ville, il obtient de s'installer dans l'ancienne Faculté de Médecine, place de la Victoire. Le simple certificat libre d'ethnologie générale devient une licence à part entière, complétée ensuite par une maîtrise et un 3ème Cycle associé à la sociologie.

Pierre Métais a pris sa retraite en 1977 : il pouvait être fier de l'œuvre accomplie. Il avait en particulier formé une dizaine de chercheurs, il "soumettait constamment les idées enthousiastes et les certitudes de ses disciples à l'épreuve du contexte et de l'expérience des hommes et des peuples observés. Soucieux de probité intellectuelle, il voulait fonder une ethnographie du témoignage" (S. Camara). Fort de cette exigence, il avait constitué une équipe de chercheurs travaillant sur des terrains aussi divers que la Laponie (C. Mériot), le Mexique (Galinier), l'Océanie (J.C. Charpentier) et surtout l'Afrique Noire, avec J. Broustra, S. Camara, Gauthier, Mboui, Nicolas, Raynaud. La plupart des disciples du professeur Métais firent d'abord carrière au CNRS, mais plusieurs devinrent ensuite professeurs d'ethnologie à l'Université.

Après le départ de Pierre Métais, Christian Mériot prit la direction du Département d'Ethnologie et l'enseignement fut divisé en trois "certificats" : Ethnologie africaine (S. Camara), Ethnologie européenne (C. Mériot) et Ethnologie océanique (Éliane Métais). Lorsque madame Métais prend sa retraite, en 1980, la chaire d'ethnologie océanique est supprimée. Malgré cette amputation, l'ethnologie bordelaise continue son expansion. Aujourd'hui, le département "Anthropologie sociale - Ethnologie" comprend trois professeurs (S. Camara, C. Mériot, B. Traimond) et deux maîtres de conférences (M. Cros et S. Mancini). Les étudiants inscrits sont environ 400, une partie sont des étrangers. Après la licence, 30 à 35 étudiants passent chaque année le DEA d'Ethnologie. Depuis 1977, environ 80 thèses ont été soutenues, dont une bonne moitié sur des sujets concernant l'outre-mer.

Les aires géographiques abordées par les ethnologues bordelais présentent une grande diversité. En dehors de l'Europe ainsi que des terres arctiques que continue d'explorer Christian Mériot, le monde tropical a une place essentielle. La tradition océanique a été maintenue par J.M. Charpentier, qui a longuement séjourné dans les îles du Pacifique, en particulier à Malakula (Vanuatu) et en Australie ;

---

<sup>11</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation communiquée par M. Christian Mériot, que nous tenons à remercier.

spécialiste de socio-linguistique, il a publié un *Atlas linguistique du Sud-Malakula* et de nombreux articles sur le "bichelamar" du Vanuatu. Deux enseignants-chercheurs sont spécialistes de l'Asie du Sud-Est : Me Sukanda-Teissier, de l'École Française d'Extrême-Orient, travaille sur l'Islam en Indonésie ; Annie Hubert a passé trois ans à Timor, puis deux en Thaïlande avant de se consacrer au Laos : sa thèse sur *l'alimentation chez les Yao* a été publiée par le CNRS en 1985.

L'ethnologie africaine reste privilégiée. Sory Camara, connu par son ouvrage *Gens de la Parole, essai sur le rôle et la condition des Griots dans la société Malinké traditionnelle* (1975) et par son doctorat d'État soutenu en 1978 (*Paroles de nuit, ou l'Univers imaginaire des relations familiales chez les Mandenka*) a été nommé professeur en 1980 ; son enseignement a été centré sur le thème de la vie sociale et des traditions orales en Afrique de l'Ouest. Cette orientation a amené S. Camara à s'associer à Alain Ricard, directeur de recherche au CNRS et à Mwata Ngalasso, maître de conférences de linguistique africaine à l'Université de Bordeaux 3, pour créer un groupe de réflexions (*Paroles, Écriture et Dramaturgies Rituelles*) ; en 1994, ce groupe a acquis le statut de Laboratoire sous le nom de CERTHAN (Centre d'Études et de Recherches sur les Textes et les Humanités d'Afrique Noire).

Les recherches du CERTHAN, comme l'enseignement aux différents niveaux, licence, maîtrise, DEA, sont axés sur "l'Anthropologie cognitive". "Il s'agit d'élucider les représentations que les peuples d'Afrique se font du monde et de l'homme, dans leur genèse, leur développement et leur accomplissement ; la quête est menée à travers le recueil, la transcription et la traduction de leurs traditions populaires (contes, légendes, mythes) et des entretiens avec les "Maîtres de Sentiers de la Traversée du Monde" d'une part et de leurs langages rituels d'autre part. Car les résonances vocales et les danses du corps sont les deux voies inséparables de la manifestation de l'âme africaine" (S. Camara).

Le Département d'Anthropologie Sociale-Ethnologie édite sous la direction de Christian Mériot, depuis 1973, des *Cahiers Ethnologiques*, dont 25 numéros ont déjà été publiés, et depuis 1986, des *Mémoires des Cahiers Ethnologiques* (*Analyse du changement social au Groenland oriental* par J. Robert-Lamblin, *Catalogue des objets africains du Musée d'Ethnographie* par J. Rivallain, *La poule de Dieu*, ouvrage de C. Mangalaza sur les Betsimisaraka de Madagascar).

La plupart des Cahiers Ethnologiques privilégient un thème, qui intéresse très souvent l'Outre-Mer ; citons par exemple la Mission Dakar-Djibouti, 1931-1933 (1984), Ancêtres et Société à Madagascar (1985), Pratiques de soins-pratiques magiques (1986), De l'acculturation (1989), Victor Segalen (1990), J.B. Charcot (1992), Magie et Imaginaire (1992), Culture et Spiritualité à Java (1992). Les Cahiers ont été fréquemment publiés à l'occasion d'expositions qui se sont déroulées au Musée d'Ethnographie de l'Université de Bordeaux 2, musée que le Département d'Ethnologie a pris en charge et rénové. Une douzaine de catalogues d'exposition ont été édités, sans compter les catalogues des collections permanentes du musée.

#### *b - Sociétés, santé et développement dans les milieux tropicaux*<sup>12</sup>

Cette équipe a été constituée en 1984, mais elle a été précédée par des recherches menées en Afrique Noire à partir de 1965 par Claude Raynaud : les enquêtes ont porté d'abord sur la société Haoussa du Niger et ont donné lieu à plusieurs publications de Cl. Raynaud, dont, en 1973, l'ouvrage intitulé *"Structures normatives et relations électives. Étude d'une communauté villageoise haoussa"*.

En 1975, Claude Raynaud prend la direction d'une équipe interdisciplinaire qui comprend des spécialistes de diverses universités, Jean Koechlin, Phil Bradley, Jorge Torrealba, Charles Cheung, Michel Stigliano, Emmanuel Grégoire. Les travaux sur la région de Maradi sont poursuivis, mais il s'y ajoute des recherches sur la haute vallée du Sénégal et le Guidimaka mauritanien. En 1981, le groupe devient "Jeune Equipe" du CNRS, et en 1984, est créé à Bordeaux II le GRID (Groupe Interdisciplinaire pour le Développement) qui associe à la Jeune Equipe des participants extérieurs.

---

<sup>12</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation aimablement fournie par M. Raynaud.

Les travaux sur le Niger, financés par la Banque Mondiale, concernent le développement rural de la région de Maradi, ce qui donne lieu en 1988 à un ouvrage de Cl. Raynaud, J. Koechlin et al., mais des recherches sont également menées sur les systèmes de production et sur les besoins exprimés des pasteurs au Mali ; ces enquêtes ont abouti à la publication en 1997, avec l'appui d'organismes suédois, par Cl. Raynaud (dir.), J. Koechlin, E. Grégoire, Ph. Lavigne-Delville, d'un ouvrage de synthèse important avec une version française (*Sahels. Dynamique des relations sociétés-nature*, Paris Karthala), et une autre en anglais (*Societies and Nature in the Sahel*, Routhledge, Londres-New York).

En 1984, dans le cadre de l'Université de Bordeaux 2 est créée l'équipe interdisciplinaire "Sociétés, Santé, Milieux Tropicaux" ; elle devient Equipe du CNRS en 1992 puis UPRES-A 5036 à partir de 1995. Les principaux membres sont Cl. Raynaud (dir.), A. Hubert (dir. adjoint), M. Le Bras, J.C. Guyot, Cl. Herry, M. Cros. L'équipe continue à travailler sur le Niger (recherches multidisciplinaires sur "croissance urbaine et santé à Maradi") ; les programmes les plus récents sont orientés vers l'étude du développement du sida en Afrique Noire, à Kigali (Rwanda), en pays lobi au Burkina Faso, dans la région de Daloa en Côte d'Ivoire.

Des enquêtes sont également menées en Inde méridionale (conditions de vie, comportements sexuels et risque d'infection à VIH) et au Brésil (Parana : environnement, santé, développement dans la région de Guaraqueçaba).

Le Laboratoire d'innovation pédagogique et politiques locales du Département Sciences de l'Éducation (M. Clanche) a développé des actions dans plusieurs pays d'Afrique Noire et en Océanie (Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna).

### 3 - Centres de formation spécialisés

#### a - L'École du Service de Santé des Armées ("*Santé Navale*")<sup>13</sup>

Avant de décrire l'évolution de l'École au cours des dernières décennies, il est nécessaire de rappeler le rôle joué par les "Navalais" outre-mer depuis un siècle. C'est en effet le 22 juillet 1890 qu'est créée à Bordeaux "l'École principale du Service de Santé de la Marine". Il existait depuis le XVIIIe siècle trois écoles de formation des médecins et pharmaciens de la Marine, à Rochefort, Brest et Toulon, mais ces ports n'étaient pas des villes universitaires ; or pour exercer la médecine, le doctorat était devenu obligatoire et seules les facultés étaient habilitées à le délivrer. Après d'âpres discussions, Bordeaux fut choisie de préférence à Marseille et Montpellier.

L'École, qui sera surnommée familièrement "Santé Navale" par les Bordelais, put commencer à fonctionner dès la fin de 1890, car elle fut implantée, non loin de la Faculté de Médecine, cours Saint-Jean (cours de la Marne après la guerre de 1914), dans les bâtiments annexes de l'hôpital psychiatrique transféré à Château Picon ; de nouveaux bâtiments sont ensuite construits en 1897. Les élèves sont internes pendant leurs études ; ensuite les jeunes docteurs en médecine ou en pharmacie font, à partir de 1905, un stage à l'École d'Application du Pharo de Marseille avant de partir outre-mer.

Au début du XXe siècle, les Navalais sont envoyés surtout en Extrême-Orient, en Indochine où ont été installés des Instituts Pasteur à Saïgon, Hué, Hanoï ; en 1933 une Faculté de Médecine sera créée dans cette dernière ville. Ils sont aussi présents en Chine, à Kunming, Shanghai, Tien-Tsin ; le Navalais qui deviendra le plus célèbre est Victor Ségalen (promotion 1898), écrivain, poète, archéologue. D'autres partent pour Madagascar et en quelques années organisent un remarquable réseau sanitaire : en 1904, l'île compte déjà 21 hôpitaux, 7 léproseries, 28 dispensaires... L'Afrique centrale et occidentale s'ouvre un peu plus tard à l'influence de la médecine française ; en 1908, est ouvert l'Institut Pasteur de Brazzaville. De nombreux Navalais s'enfoncent dans la "brousse", où ils font preuve d'un admirable dévouement.

---

<sup>13</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation aimablement fournie par le Médecin-Général Louis Force, le Médecin en chef François Ségalen et le docteur Mériaux.

Après la guerre de 1914-18, très coûteuse en vies humaines, et suivie de quelques années difficiles, l'expansion reprend à partir de 1925 et l'Afrique est désormais la principale destination des jeunes médecins : en 1938, on compte 165 "médecins et pharmaciens militaires coloniaux" en A.O.F. et 86 en A.E.F. ; la plupart appartiennent aux troupes de marine et sont passés par l'École de Bordeaux. Ils organisent une lutte systématique contre les grandes endémies, la maladie du sommeil pour laquelle il faut traiter des centaines de milliers de malades en quelques décennies, l'onchocercose, la "cécité des rivières" détectée systématiquement par les "capitaines-moustique", la peste à Madagascar, la lèpre à Bamako, la fièvre jaune à Dakar. Ils créent des Ecoles de Médecine à Dakar et à Tananarive.

L'École se replie à Montpellier pendant l'occupation. Les pertes sont lourdes : 70 Navalais ou anciens Navalais sont morts au champ d'honneur en 1939-45 et 36 autres perdent la vie dans les guerres d'Indochine et d'Algérie. En Afrique Noire, ces "militaires travaillant le plus souvent dans des structures civiles de santé" poursuivent leur œuvre. Des Facultés de Médecine sont créées à Dakar en 1949, à Abidjan en 1963 et, sauf en Guinée, l'indépendance n'entrave pas la poursuite de leur activité. En 1978, le Président Houphouët Boigny, médecin formé à Dakar, écrit : "Je garde une indéfectible reconnaissance à l'École de Médecine de Dakar et à ses maîtres qui étaient... des Officiers du Service de Santé d'Outre-Mer qui ont œuvré avec tant de courage et de dévouement au service des populations d'Afrique Noire".

Pour maintenir la cohérence des actions entreprises malgré le morcellement des nouveaux États indépendants, des organisations inter-étatiques furent créées, l'OCCGE à Bobo-Dioulasso dès 1960, l'OCEAC à Yaoundé en 1965, sous l'impulsion de deux anciens Navalais, Richet et Labusquière. Dans les années 1970, 10 nouvelles écoles de médecine sont créées avec l'aide de médecins navalais, qui progressivement ont été relayés par des médecins africains. En janvier 1990, 330 officiers français du Service de Santé, pour la plupart des Navalais, étaient en poste outre-mer. Il n'y en a plus guère en brousse et leur action se fait sentir surtout dans les grands hôpitaux et l'enseignement universitaire, en Afrique Noire, mais aussi à Antananarivo, à Pondichery, dans les DOM-TOM.

En 1971, le gouvernement décida de réorganiser les services de santé militaires. Il fut créé une seule "École du Service de Santé des Armées", divisée en deux établissements situés à Bordeaux et à Lyon, avec des statuts et un fonctionnement identiques. Il fut ensuite question de transférer l'École du cours de la Marne à la périphérie de la ville, à Mérignac ; le projet, trop coûteux, fut abandonné en 1981. Plus grave fut à cette époque, M. Barre étant Premier Ministre, l'annonce de la disparition de l'École de Bordeaux et le maintien d'une seule école, celle de Lyon : les manifestations des Bordelais, très attachés à leur "Santé Navale" et l'intervention de Jacques Chaban-Delmas amenèrent le nouveau gouvernement à annuler cette décision en juillet 1982.

L'École de Bordeaux put donc poursuivre sereinement sa mission de formation des jeunes médecins militaires. Les élèves sont recrutés grâce à un concours très sélectif commun à Bordeaux et à Lyon. En 1997, il y eut 2 175 candidats pour 115 places en 1ère année. Depuis 1974, la "féminisation" a commencé, avec prudence : en 1997, 20 places pour 800 candidates. Cependant, dès 1998, pour se conformer à la législation européenne, le "numerus clausus" concernera indistinctement filles et garçons.

Les candidats admis sont ensuite partagés entre Bordeaux (40 %) et Lyon (60 %) donc 38 garçons et 8 filles à Bordeaux, 57 garçons et 12 filles à Lyon. Les nouveaux Navalais passent, à la fin de la première année à l'École, le concours d'entrée en première année de médecine à l'Université de Bordeaux 2 ; la moitié des élèves sont reçus dès la première année de préparation ; ceux qui sont admis à redoubler sont presque tous reçus la seconde année. Après cette double sélection, les élèves font leurs 7 années d'études à l'Université ; ils sont obligatoirement logés à l'école les trois premières années ; ils peuvent ensuite avoir une chambre en ville. En 1997, sur les 284 élèves, une cinquantaine, dont 30 mariés, logeaient en dehors de l'école. Quelques élèves "collatéraux" sont recrutés par concours à la fin des 2e et 6e années.

L'École accueille également quelques étrangers recrutés eux aussi grâce à un concours très sélectif (en 1997, 2 admis pour 86 candidats). Actuellement, sur les 284 élèves, il y a 20 étrangers originaires de 8 pays africains (Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Sénégal et Tchad).

Les élèves ont chaque année une formation spéciale de médecine tropicale à l'École, ce qui leur permet de passer dans le courant de la 6e année le "Diplôme universitaire de Médecine tropicale" ; ils font également des stages pour obtenir le brevet de "médecine de l'avant" (urgences). C'est en 7e année qu'ils choisissent leur arme en fonction des places offertes et de leur classement : actuellement, 20 % optent pour la Marine, 10 % pour l'Armée de l'Air, 70 % pour l'Armée de Terre, dont fait partie l'Infanterie de marine, qui attire traditionnellement les plus motivés. Ils passent ensuite un an à l'École d'Application du Val de Grâce à Paris et pendant un semestre, ils font un stage de "médecine d'unité". Ils passent leur thèse, et après 8 ans et demi d'études, ils deviennent médecins des Armées avec le grade de capitaine (3 galons). Ils sont liés à l'Armée par un contrat de dix ans et ils bénéficieront d'une retraite complète au bout de 25 ans de service, études comprises. Ils peuvent naturellement, après leur sortie de l'École, devenir assistants dans les hôpitaux, passer les concours de spécialités, l'agrégation...

Les cadres de l'École, une quinzaine d'officiers, sont pour la plupart d'anciens Navalais. Le Médecin Général et le Directeur des Études font partie du Conseil d'administration et des UFR de l'Université de Bordeaux 2. Des rapports étroits sont également entretenus avec l'Hôpital Robert Picqué.

La réforme actuelle des Armées ne devrait pas affecter l'école, la professionnalisation des unités exigeant un encadrement médical très poussé ; dans les dernières opérations militaro-humanitaires, les médecins "navalais" ont joué un rôle très actif : la "force d'Assistance Humanitaire et d'Intervention rapide" (FAHMIR) est toujours prête à intervenir. Les Navalais de Bordeaux sont particulièrement bien formés pour de telles missions, et on envisage même d'augmenter le nombre des élèves au cours des prochaines années.

#### *b - L'Hôpital d'Instruction des Armées Robert Picqué <sup>14</sup>*

L'hôpital Robert Picqué est situé à proximité de Bordeaux, à Villenave d'Ornon. Il occupe les 16 hectares du domaine du Béquet acheté en 1875 par l'État qui y installe un hôpital annexe pour tuberculeux. Après la première guerre mondiale, ce dernier est désaffecté et remplacé par un hôpital militaire construit entre 1927 et 1936. Le nouvel hôpital reçoit le nom du médecin- colonel Robert Picqué, connu pour ses recherches sur l'anesthésie et la transfusion sanguine, mort dans un accident d'avion en 1927 lors d'une évacuation sanitaire. En 1960, il devient "Hôpital militaire d'Instruction des Armées" et joue dès lors un rôle de plus en plus grand dans la formation du personnel sanitaire. Ainsi, en 1966 est inauguré le Centre de Formation des Infirmières Militaires "Émilienne Robinet", qui devient centre de formation des aides-soignantes militaires en 1984.

Pendant longtemps, l'hôpital n'a pas eu une vocation particulière pour l'Outre-Mer, mais l'importance de la recherche tropicale à la Faculté de Médecine et la présence à Bordeaux de "Santé Navale", l'ont amené à s'occuper de plus en plus de médecine tropicale, d'autant plus qu'une grande partie des médecins de l'hôpital ont été formés à Bordeaux ; les derniers médecins-chef de l'hôpital ont été des Navalais. Le personnel médical de Robert Picqué est donc particulièrement compétent pour l'étude des maladies tropicales ; diplômés de médecine tropicale, ils participent activement à l'enseignement préparant au diplôme d'Université de Médecine Tropicale du Professeur Le Bras. Les élèves de l'École de Santé des Armées vont faire des stages à Robert Picqué. L'hôpital possède un centre de vaccination contre la fièvre jaune, un centre de conseil aux voyageurs, un service de dépistage ; il délivre un certificat d'aptitude outre-mer pour les engagés (maladies parasitaires, sida... ).

Une grande partie des médecins ont appartenu à l'ancien corps des troupes de marine ou aux antennes chirurgicales parachutistes et ont donc participé à la plupart des interventions dans les théâtres

---

<sup>14</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation aimablement fournie par le Médecin Général Ph. Griffet.

d'opérations extérieures, au Tchad, en Yougoslavie, tout récemment au Congo-Brazzaville, ou à des missions dans le cadre de l'aide humanitaire, au Congo, au Rwanda (Amarylis, Turquoise avec Bioforce), en Somalie, à Djibouti, au Cambodge pour le compte de l'ONU.

Du personnel médical et paramédical issu de Robert Picqué est détaché par le ministère de la Défense au titre de la coopération ou de l'aide technique dans de nombreux pays francophones, en hôpital (Antananarivo, Dakar), en dispensaire (périurbain et brousse), dans les Instituts Pasteur (Antananarivo, Yaoundé, Hô Chi Minh-Ville, Phnom-Penh), dans les services de lutte contre les grandes endémies et à l'OMS. De même, du personnel issu de Robert Picqué a exercé, ou exerce, dans les DOM-TOM, soit comme cliniciens, soit comme chercheurs. Pour certaines techniques particulières, des contacts entre praticiens de haut niveau ont lieu, par exemple avec les États-Unis pour les greffes de cartilage ou avec l'Australie pour les ligamentoplasties.

Des échanges ont lieu avec le Sénégal (stages à l'hôpital de Dakar), Madagascar (échanges de personnel), le Gabon... Ces échanges "*témoignent de la volonté de pérennisation des liens culturels et scientifiques entre les différents pays et de la nécessaire conservation du savoir-faire tropical de nos médecins, indispensable à leurs missions extérieures sous tous les cieux*" (P. Griffet).

Un nouveau bloc technique (bloc opératoire, laboratoires, services de réanimation-urgences) est programmé pour 1998 sur un terrain de 5 ha où se trouve déjà la station d'hélicoptères de la Préfecture ouverts aux évacuations sanitaires militaires et civiles.